

**MINISTÈRE DES ARMÉES****SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD OUEST****MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

(Article R.2123-1 du code de la commande publique)

OBJET DU MARCHÉMarché de Coordination SPS de 1^{ère} catégorie

dans le cadre l'opération :

RVC (35) – Cesson-sévigné – COMSIC – Quartier Leschi

Création de la filière « supports » et PFICS (Plateforme d'InterConnexion des Systèmes)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)**PERSONNE PUBLIQUE**

ETAT- MINISTERE DES ARMEES

Service d'Infrastructure de la Défense Nord Ouest

Quartier Margueritte - BP14 - 35998 Rennes cedex 9

CONDUITE DES OPERATIONS

Service d'Infrastructure de la Défense Nord Ouest

Division investissement – Pôle de conduite des opérations de Rennes

Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES Cedex 9

Numéro de marché

2

5

P

R

N

S

0

2

0

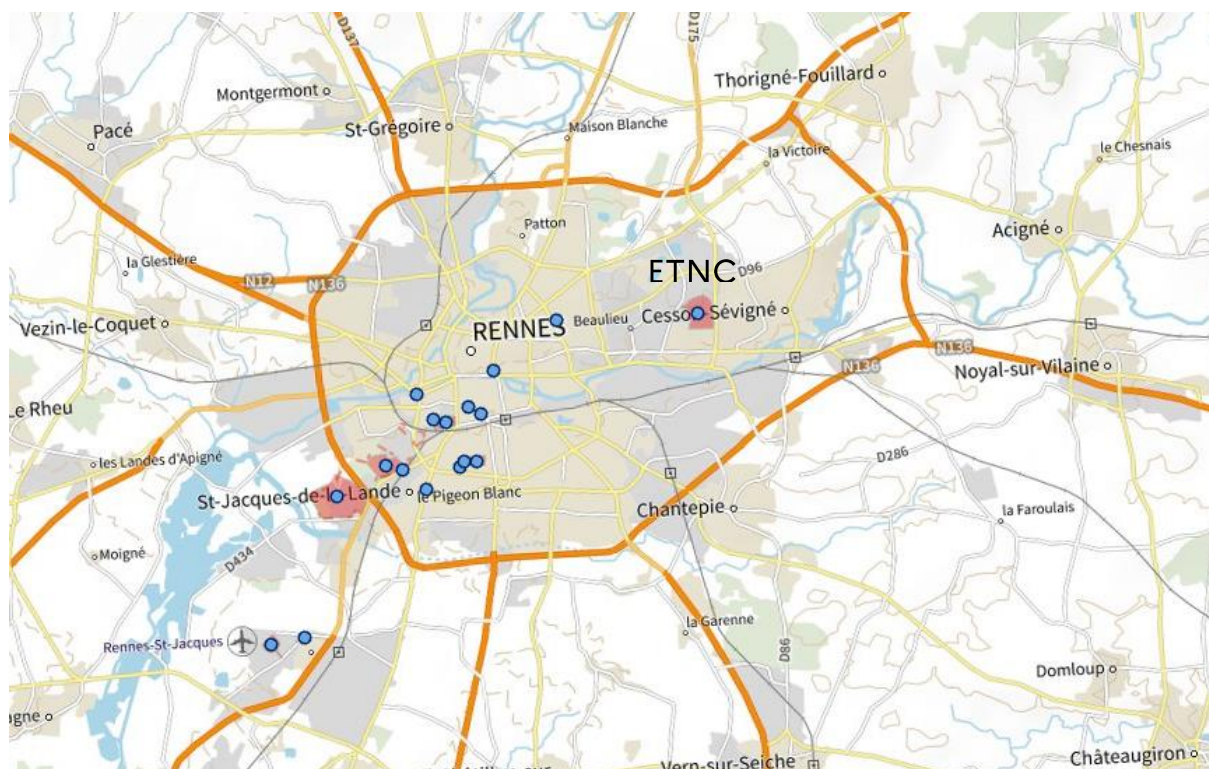
SOMMAIRE

1	DESCRIPTION DU PROJET	3
2	PRESENTATION DU MARCHE	6
2.2.1	Niveau de compétences requis	6
2.2.2	Partie technique n°1 (PT1) : Phase conception	6
2.2.3	Partie technique n°2 (PT2) : Phase réalisation	6
2.2.4	Partie technique n°3 (PT3) : Phase réception des travaux	7
2.3.1	Autorité du coordonnateur SPS	7
2.3.2	Réunions de conception avec la maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage	8
2.3.3	Plan général de coordination (PGC)	8
2.3.4	Registre journal de coordination (RJC)	8
2.3.5	Collège inter-entreprises de sécurité, santé et condition de travail (CISSCT)	9
2.3.6	Plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS)	9
2.3.7	Visites inopinées	10
2.3.8	Réunions de chantier	10
2.3.9	Document d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)	10
3	INTERVENANTS	11
4	MODALITES D'EXECUTION	12
5	DUREE DU MARCHE	13
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	13
	<i>cf article 6 du CCAP</i>	13
7	DELAIS - PENALITES POUR RETARD	13
8	Documents à remettre lors de la réception de la mission	14

1 DESCRIPTION DU PROJET

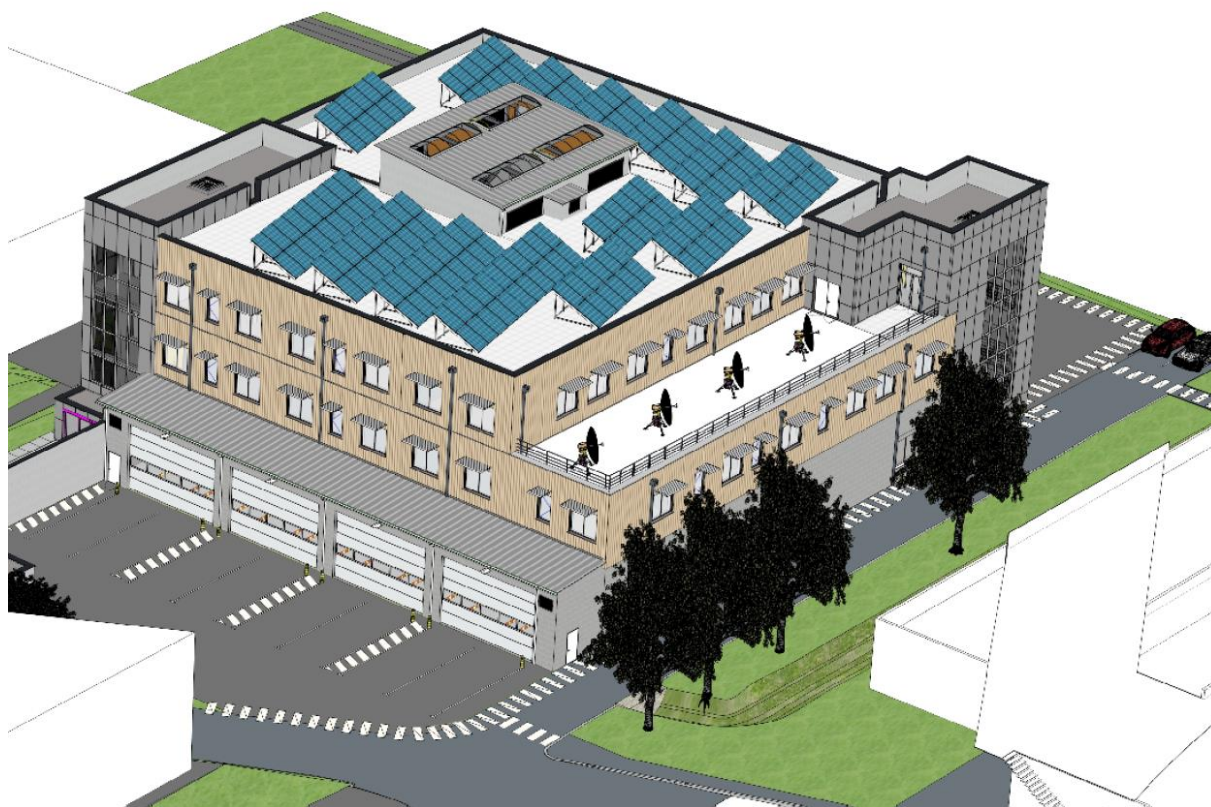
1.1 Descriptif sommaire du projet

Le projet consiste en la création d'un nouveau composant bâti destiné à l'accueil des organismes de formation dits « filière supports » et « Plate-Forme d'InterConnexion des Systèmes » sur le site de l'École des Transmissions du Numérique et du Cyber, quartier Leschi, avenue de la Touraudais à Cesson-sévigné (35 510).



Ce nouveau bâtiment se composera de salles de cours théoriques, de salles de cours pratiques (plateformes informatiques) mais également, de bureaux, locaux sanitaires et de locaux techniques.

Soit environ 3 800 m² de surfaces de plancher (R+2) et 1 100 m² de voiries extérieures (voies d'accès VL/PL et aires de manœuvre).



(perspective niveau APD)

1.2 Allotissement du projet

Le projet sera réalisé au travers de 4 lots de travaux :

- 3 lots sous maîtrise d'ouvrage SID Nord Ouest :
 - Lot n°1 - Gros-œuvre et corps d'état secondaires : fondations, VRD, étanchéité, zinguerie, ITE, bardage, portes sectionnelles, serrurerie, ferronnerie, plâtrerie, isolation, menuiseries extérieures/intérieures, plafonds suspendus, planchers techniques, revêtements céramiques sols et murs, peintures, tentures, sols souples, ascenseurs, espaces verts ;
 - Lot n°2 - Installations d'énergie : CVC, plomberie sanitaires ECS solaire, électricité BT, protection foudre, éclairage, incendie ;
 - Lot n°3 – électricité courants faibles : anti intrusion.
- 1 lot sous maîtrise d'ouvrage DIRISI de Rennes :
 - Lot n°4 – électricité courants faibles : réseaux téléphonie et informatique.

1.3 Calendrier prévisionnel

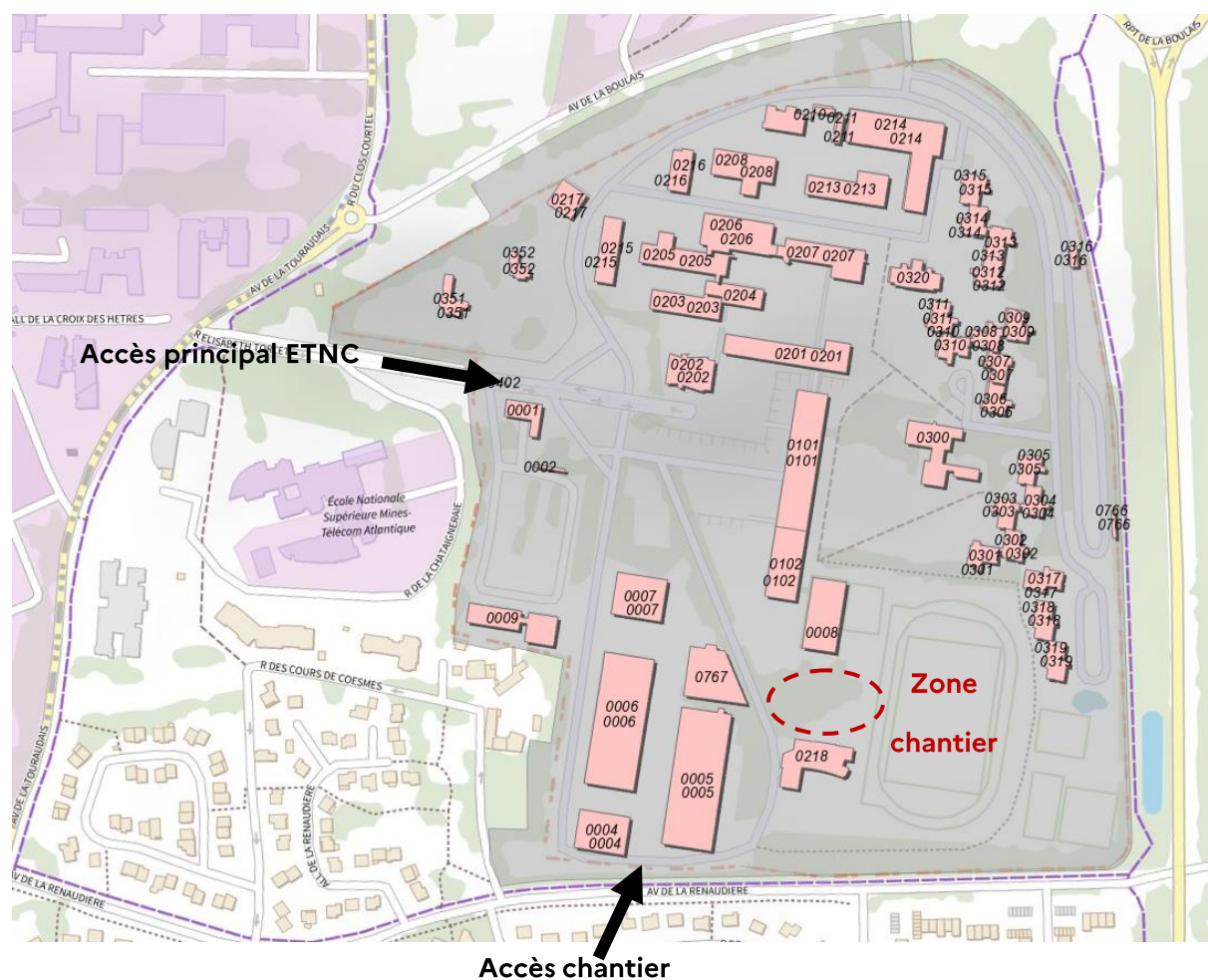
- Notification du présent marché de CSPS : mai 2025 ;
- Notification des marchés de travaux : mars 2026 ;
- Délai d'exécution des marchés de travaux : avril 2026 à juillet 2028 (4 mois de période de préparation et 22 mois de travaux).

1.4 Montant des travaux

Le montant global approximatif des travaux est de 11,20 M€ HT.

1.5 Particularité(s)

Le chantier sera physiquement indépendant du quartier militaire (clôture pleine + bas-volets + concertina), avec accès direct depuis l'avenue de la renaudière.



2 PRESENTATION DU MARCHE

2.1 Objet du marché

La mission confiée au titulaire dans le cadre de ce marché a pour objet d'assurer la coordination de sécurité et protection de la santé pour une opération de 1^{ère} catégorie dans le cadre de travaux de construction du bâtiment dédié à la filière « supports » et PFICS.

2.2 Prestations à réaliser

Les missions du coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé seront effectuées conformément à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application (notamment le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994).

2.2.1 Niveau de compétences requis

Conformément aux dispositions de l'article R 4532-23 du Code du Travail, s'agissant d'une opération relevant de la première catégorie le coordonnateur SPS **ne pourra être d'un niveau inférieur au niveau 1.**

2.2.2 Partie technique n°1 (PT1) : Phase conception

Pendant la phase conception (PT1) le titulaire doit :

- L'analyse des plans et rédactions des phases APD et PRO ;
- La participation aux réunions de conception avec la maîtrise d'œuvre / la maîtrise d'ouvrage ;
- L'établissement et la mise à jour du plan général de coordination (PGC) ;
- Le lancement de l'élaboration du document d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO) ;
- La mise à jour du projet du règlement intérieur du collège inter-entreprises de sécurité, santé et conditions de travail (CISSCT).

2.2.3 Partie technique n°2 (PT2) : Phase réalisation

Pendant la phase réalisation (PT2) le titulaire doit :

- L'organisation des inspections communes avec toutes les entreprises intervenant sur le chantier ;
- La collecte des plans particuliers de sécurité et protection de la santé (PPSPS) rédigés par les entreprises, leur examen et la mise à jour du PGC ;
- L'examen des documents d'exécution (documents en lien avec la sécurité) ;
- La participation aux réunions de chantier ;
- La réalisation de visites inopinées sur le chantier ;
- La tenue à jour du registre journal ;
- L'organisation et le pilotage des CISSCT.

2.2.4 Partie technique n°3 (PT3) : Phase réception des travaux

La phase réception commence à compter de la réception de l'ouvrage par le maître d'ouvrage jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA).

Les prestations PT3 sont forfaitaires et ne pourront faire l'objet de revalorisation en cas de prolongation de la GPA.

Pendant la phase réception (PT3) le titulaire doit :

- Réalisation de visites inopinées pendant la levée de réserves (1 mois) ;
- La finalisation du PGC et sa remise au maître d'ouvrage ;
- La finalisation et la diffusion du DIUO et sa remise au maître d'ouvrage ;
- La clôture du registre journal de coordination.

2.3 Déroulement et contenu des prestations

2.3.1 Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a un droit d'accès permanent au chantier et peut requérir tout document auprès de tout intervenant dans le cadre de sa mission.

En cas d'anomalie constatée en matière de sécurité et de protection de la santé, le coordonnateur SPS procède de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage et, si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention portée au RJC.

En cas d'absence de réaction il peut procéder à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier, aux frais et risques du contrevenant, adressée au maître de l'ouvrage avec inscription au RJC.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur procède à l'arrêt des travaux considérés avec compte-rendu simultané au maître de l'ouvrage. Lors de l'inscription au RJC le coordonnateur doit décrire l'incident, indiquer les mesures prises et préciser l'entreprise et les personnels concernés.

2.3.2 Réunions de conception avec la maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage

Le coordonnateur SPS devra participer à au moins 1 réunion de 2h de conception avec la maîtrise d'œuvre / maîtrise d'ouvrage présentée à l'article 3 (une réunion en phase APD et une en phase PRO). Le but de ces réunions est de permettre au maître d'œuvre / maîtrise d'ouvrage d'avoir un échange direct avec le coordonnateur SPS sur des points particuliers nécessitant un échange de vive voix. Ces réunions seront un complément et ne se substitueront pas aux avis que le coordonnateur SPS doit donner sur les documents qui lui seront envoyés pour les phases APD et PRO.

2.3.3 Plan général de coordination (PGC)

Le plan général de coordination (PGC) est intégré aux documents contractuels constituant le marché de chaque entreprise intervenant dans l'opération de construction.

Le PGC, tenu à jour par le coordonnateur SPS pendant toute la durée du chantier, est remis au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans les mêmes conditions que celles afférentes au registre journal de la coordination.

2.3.4 Registre journal de coordination (RJC)

Au plus tôt après la notification du présent marché de coordination SPS, le coordonnateur met en place un registre-journal de la coordination (RJC) dans lequel il consigne au fur et à mesure du déroulement de l'opération :

- Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières prévues aux articles R4532-11 à R4532-16 du Code du Travail qu'il fait viser par les entreprises concernées ;
- Les consignes générales à transmettre ;
- Les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre ou à tout autre intervenant sur le chantier, qu'il fait viser dans chaque cas par le ou les intéressés avec

leur réponse éventuelle. (Toutes les observations du coordonnateur SPS sont prises en compte par le représentant du pouvoir adjudicateur. Si celui-ci conteste une observation, il doit justifier les raisons de son refus. Le coordonnateur SPS dispose alors d'un délai de 10 jours pour effectuer une nouvelle proposition);

- Dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, ainsi que la date approximative d'intervention de chacun d'eux sur le chantier et, par entreprise, l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier et la durée prévue des travaux ; cette liste est, si nécessaire, précisée au moment de l'intervention sur le chantier et tenue à jour.

Il présente le RJC sur leur demande, au maître d'œuvre, à l'inspecteur du travail ou son représentant habilité, à l'agent du comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment (OPPBTP) et au représentant du chef de service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en la matière de prévention des risques professionnels.

Le registre-journal est conservé par le coordonnateur SPS pendant cinq ans à compter de la date de réception de l'ouvrage. Une copie certifiée conforme du RJC est remise au Maître de l'ouvrage lors de la réception.

2.3.5 Collège inter-entreprises de sécurité, santé et condition de travail (CISSCT)

Le CISSCT a pour but d'associer tous les partenaires à l'analyse des mesures et des dysfonctionnements liés à la santé et la sécurité en relation avec la coactivité.

Le coordonnateur a à sa charge la constitution du CISSCT au plus tard 21 jours avant le début des travaux. Il le préside, en élabore le règlement intérieur, convoque les entreprises, prévoit les ordres du jour puis rédige et procède à l'envoi des procès-verbaux à chacun des membres. Chaque réunion du CISSCT est précédée d'une inspection de chantier en présence de tous les membres.

Le coordonnateur SPS initiera la première réunion dès que 2 entreprises seront présentes sur le chantier. La fréquence des réunions ordinaires du CISSCT est arrêtée à 1 par trimestre.

Des réunions extraordinaires pourront avoir lieu autant de fois que la vie du chantier l'exigera.

2.3.6 Plan particulier de sécurité et protection de la santé (PPSPS)

Dès lors qu'un chantier est soumis à l'obligation d'un PGC le coordonnateur SPS doit communiquer à chacun des entrepreneurs :

- Les noms et adresses des autres entrepreneurs intervenants sur le chantier ;
- Les PPSPS des autres entrepreneurs sur demande ;
- Le PPSPS du gros-œuvre ou celui des entrepreneurs ayant des travaux à risque particulier à réaliser (article L 4532-8 du Code du Travail).

2.3.7 Visites inopinées

Pendant la phase de réalisation des travaux (PT2) et la phase réception (PT3), le coordonnateur SPS devra être présent sur le chantier au moins 4 fois par mois (d'une durée laissée à son appréciation) de manière inopinée et différenciée d'une semaine à l'autre (pas le même jour ni le même créneau horaire deux semaines de suite).

Cette présence sur le chantier est un minimum requis indépendamment du temps que le coordonnateur SPS estime nécessaire pour l'exécution de la totalité de sa mission. Le coordonnateur SPS peut prévoir une fréquence de passage supérieure s'il l'estime nécessaire.

Cette présence est consacrée aux contrôles organisés à son initiative en fonction des différentes parties du chantier. Il effectue la visite seul ou accompagné du maître d'ouvrage (ou de son représentant). Il peut demander, si les circonstances l'exigent, la participation de représentants d'entreprises.

2.3.8 Réunions de chantier

Le coordonnateur SPS devra participer, au moins deux fois par mois aux réunions hebdomadaires de chantier au cours desquelles peuvent être traitées les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité du chantier. A titre indicatif, la présence du coordonnateur SPS requise au cours de ces réunions de chantier est de 1h. Les questions relatives à la coordination SPS seront abordées en début de réunion.

Les dates, durées et motifs de présence sur le chantier y compris les réunions de chantier et les observations éventuelles sont obligatoirement portées sur le registre-journal de coordination (RJC).

A chaque fois que le coordonnateur SPS établit un feuillet du RJC, il en adresse aussitôt un exemplaire par mail au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

2.3.9 Document d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur SPS établit le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) prévu à l'article L.4532-16 du Code du Travail en rassemblant sous

bordereau tous les documents, tels que les plans et notes techniques, de nature à faciliter l'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

Le DIUO est remis par le coordonnateur SPS au maître d'ouvrage, en un exemplaire en version informatique (au format PDF sur clé USB), dans un délai de deux mois après la réception de l'ouvrage. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

3 INTERVENANTS

3.1 Titulaire

Le titulaire du marché est désigné sous le nom de "coordonnateur SPS" ou « titulaire » dans les pièces du présent marché. Il est responsable de la bonne exécution des prestations.

La(les) personne(s) physique(s) désignée(s) dans l'acte d'engagement pour exercer la mission de coordonnateur SPS doit(en)t en permanence posséder les **compétences requises** (au sens de l'article R.4312-17 du code du travail) sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

La coordination SPS sera assurée pour chaque phase par la(les) personne(s) physique(s) **nommément désignée(s) dans l'acte d'engagement**.

Si ces personnes ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.4.3 du CCAG/PI afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de **désigner au moins un suppléant** et de faire figurer son nom et ses références dans l'acte d'engagement ci-après.

Le changement de coordonnateur SPS occasionné par un cas de force majeure ou par la durée des travaux (congé ou autre), sera constaté par procès-verbal établi par le coordonnateur SPS titulaire et le coordonnateur SPS suppléant.

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- À la forme juridique sous laquelle il se présente ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À sa nationalité ;

- À son domicile ou à son siège social ;
- Au montant de son capital social ;
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- Aux groupements auxquels il participe lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché.

S'il ne respecte pas cette obligation, le titulaire s'expose à la résiliation de son marché à ses torts, frais et risques.

3.2 Maîtrise d'ouvrage – Conduite d'opération

La "maîtrise d'ouvrage", également désignée sous le nom de "conduite d'opérations" dans le présent document, est assurée par le SID Nord Ouest - Pôle de Conduite des Opérations de Rennes.

Le conducteur d'opérations, également désigné sous le terme "maître d'ouvrage" dans le présent document est :

Marc GALLÈNE
Conducteur d'opérations
Téléphone : 02.23.35.20.84
Portable : 06.16.83.64.62
marc.gallene@intradef.gouv.fr

3.3 Maîtrise d'œuvre – Conception architecturale

La "maîtrise d'œuvre" est assurée par le SID Nord Ouest - Pôle de Maîtrise d'Œuvre de Rennes.

3.4 L'école des transmissions du numérique et du cyber (ETNC)

L'ETNC est l'organisme militaire responsable d'emprise, implanté au quartier Leschi, à Cesson-Sévigné.

4 MODALITES D'EXECUTION

4.1 Communication du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS est tenu de transmettre tout courrier relatif à l'application des mesures préconisées dans le cadre du présent marché à la conduite d'opération.

4.2 Obligations de confidentialité

Le coordonnateur SPS, ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération, détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et travaux concernés.

Pour tout manquement aux obligations de confidentialité du coordonnateur SPS, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du titulaire, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire pourra être amené à consulter des documents classés « Diffusion restreinte ». Il devra signer un engagement de responsabilité lui permettant d'avoir accès à ces documents.

4.3 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

Préalablement à l'intervention, le titulaire devra participer à l'élaboration d'un plan de prévention avec le chargé de prévention du site.

L'inspection du travail dans les armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière d'hygiène et de sécurité au travail.

5 DUREE DU MARCHÉ

La mission du coordonnateur SPS débute à la date de notification du marché SPS. Elle se termine à la remise du registre journal clôturé, constatée par décision notifiée.

Les durées des parties techniques sont précisées à l'article 5.1 du CCAP.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

cf article 6 du CCAP

7 DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Cf article 7 du CCAP

8 DOCUMENTS A REMETTRE LORS DE LA RECEPTION DE LA MISSION

Les documents suivants établis par le coordonnateur SPS devront être remis au conducteur d'opérations lors de la réception de la mission :

- PGC actualisé (1 exemplaire);
- PPSPS des divers intervenants (1 exemplaire);
- Copie certifiée conforme du RJC (1 exemplaire);
- DIUO (1 exemplaire).

L'ensemble des documents précédents sera fourni en format informatique sur clé USB au format PDF, ou par échange via la plateforme FRANCE TRANSFERT.